

Politique | Les petites lignes ferroviaires au coeur de la visite de la Ministre des transports en Dordogne



La ministre des Transports Elisabeth Borne était en Dordogne ce jeudi. Après un échange avec des élus et des chefs d'entreprises à Mussidan dans le cadre du débat national, elle a aussi inauguré le chantier de modernisation de la ligne Bergerac/Libourne, un chantier de 84 millions d'euros dont la moitié du financement est assurée par les collectivités. Ces travaux sont réalisés dans le cadre du nouveau pacte ferroviaire de juin 2018 qui a pour objectif d'améliorer le service public ferroviaire, notamment en milieu rural. L'occasion de parler des petites lignes ferroviaires de Nouvelle-Aquitaine.

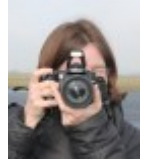
Lors de sa visite en Dordogne jeudi, Elisabeth Borne a rappelé plusieurs fois le message du gouvernement : les petites lignes ferroviaires sont essentielles pour de très nombreux voyageurs et les territoires qu'elles desservent, notamment ruraux, et le gouvernement est déterminé à assurer leur avenir.

Des mobilités, des problématiques ferroviaires, il en fut beaucoup question lors des deux étapes de la visite en Dordogne d'Elisabeth Borne : d'abord à Mussidan lors de son échange dans le cadre du débat national avec des élus et des chefs d'entreprises (sur lequel nous reviendrons) et ensuite en gare de Bergerac. La ministre s'est rendue en gare de Bergerac pour se rendre compte du démarrage des travaux de la régénération de la ligne ferroviaire entre Libourne et Bergerac. A terme, Bergerac devrait être à 1 h 15 de Bordeaux et Sarlat, à 2 h 20. Le chantier concerne 62 km de voies remises à neuf, qui comporte 72 passages à niveau. La fréquentation moyenne est autour de 3200 voyageurs par jour, en hausse depuis l'arrivée de la Ligne LGV entre Bordeaux et Tours, le 1er juillet 2017. *"Cette ligne est essentielle pour le territoire, c'est l'une des plus fréquentées. Ces travaux sont donc les bienvenus, dans chacune de ses phases, entre Libourne et Bergerac, Bergerac et Sarlat. C'est un point positif, un bon signe que je veux voir dans toutes nos négociations, notamment dans le cadre du contrat état région. Mais le travail n'est pas fini,* a indiqué Alain Rousset, le président du Conseil régional de la Nouvelle-Aquitaine, à l'intention de la ministre, surtout que pour garantir la régénération de cette ligne, la Région a mis la main à la poche. La moitié du financement de ce chantier d'un montant de 83,8 millions d'euros est assurée par la Région soit 42 % et 6,75 millions d'euros par d'autres collectivités territoriales : départements de la Gironde et de la Dordogne, communautés de communes et communautés d'agglomération. Les contributions de l'Etat et de SNCF réseau s'élèvent respectivement à 27,27 millions d'euros et 14,66 millions.

La priorité aux " transports du quotidien "

Elisabeth Borne, l'a martelé tout au long de son déplacement en Dordogne : "La priorité, ce sont les transports du quotidien, sortir d'une approche des grands projets autour du TGV, pour s'occuper de la mobilité et des déplacements du quotidien. Cela fait des décennies que l'on a négligé l'entretien du réseau" Il était de porter une autre politique des transports. Cette priorité s'exprime d'abord par la mise à niveau des réseaux existants, si longtemps sacrifiés, a indiqué la ministre. Si elle s'est dit fière du travail engagé, elle a reconnu que beaucoup de choses restaient à faire pour améliorer les déplacements du quotidien en Dordogne, en région et dans tout le pays. Elle cite entre autres Périgueux-Agen, dont l'avenir est loin d'être assuré, Brive-Ussel, Nantes-Bordeaux. Plus de 4000 kilomètres de voies ont besoin de travaux en France.

Le message d'Elisabeth Borne, se veut clair : " le seul horizon de ces petites lignes ne peut pas être la fermeture." Elle décline sa nouvelle approche : il s'agit d'établir un diagnostic avec chaque région de chaque ligne, examiner toutes les solutions pour chaque situation, des solutions plus rapides, moins chères et plus adaptées. Il faut absolument sortir de l'approche binaire qui laisse le choix entre une remise en état à l'identique ou à une fermeture pure et simple. Il faudra ensuite établir un plan de bataille, région par région, pour définir ensemble les investissements, leur nature et leur rythme."



Claude-Hélène Yvard

Credit Photo : Claude-Hélène Yvard

Publié sur aqui.fr le 01/02/2019

[Url de cet article](#)